



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Industries Extractives

ITIE lève la suspension du Togo

Conformément à la Norme de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), la suspension du Togo est levée suite à la (Page 04)

Brésil

La «vallée de la misère» devient l'eldorado du lithium
Une région semi-aride connaît un essor inattendu grâce au ... (Page 08)



Victoire Tomegah Dogbé au Sommet sur le monde du travail • (Page 03)

« Co-construire des sociétés durables, inclusives... »



Congrès National des Jeunes Entrepreneurs du Togo • (Page 04)

La première édition s'ouvre ce jour à Lomé

Assurance du Commerce

ACA élargit son actionnariat avec l'arrivée de NEXI Japan
L'agence japonaise de crédit à l'exportation, Nippon Export and Investment ... (Page 02)

Fintech Challenge 2023

Ecobank met en jeu 50 000 dollars US
Le Groupe Ecobank, le groupe bancaire panafricain, invite les entrepreneurs fintech innovants et ambitieux de toute ... (Pages 05)

Niger

Un Forum consultatif sur le développement au sahel
Ouverture à Niamey ce 14 juin 2023 du Forum consultatif régional sur le développement au Sahel. Le Président de ... (Page 06)

Journée de l'enfant africain

Message du Mouvement A.C.E/C V-A.V Lomé-Ouest 2
Le 16 Juin est retenu comme la journée de l'enfant Africain afin de commémorer ces ... (Page 11)

Cours des devises offert par

| Devise | Euro | Dollar us | Yen japonais | Livre sterling | Franc suisse | Dollar canadien | Yuan chinois | Dirham Emirats Arabes Unis |
|--------------|---------|-----------|--------------|----------------|--------------|-----------------|--------------|----------------------------|
| Achat | 655,957 | 603,000 | 4,255 | 763,500 | 667,750 | 451,250 | 84,000 | 163,750 |
| Vente | 655,957 | 610,000 | 4,315 | 770,500 | 673,750 | 458,250 | 85,500 | 166,500 |

Assurance du Commerce

ACA élargit son actionnariat avec l'arrivée de NEXI Japan

L'agence japonaise de crédit à l'exportation, Nippon Export and Investment Insurance (NEXI), est le nouvel actionnaire de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA). Elle vient de rejoindre l'institution panafricaine de garantie grâce à un apport en capital de 14,8 millions d'USD.

● Junior AREDOLA

Cette prise de participation renforce la coopération de longue date et sans cesse grandissante entre l'Afrique et le Japon sous les auspices de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), l'ACA et NEXI ayant pour rôle de promouvoir le commerce japonais et les investissements étrangers directs (IED) en Afrique. Manuel Moses, directeur général de l'ATI, « félicite sincèrement NEXI, le plus récent actionnaire institutionnel de l'ACA. Ces dernières années, l'ACA et NEXI ont entretenu de solides relations de travail en vue de promouvoir le commerce et l'investissement entre le Japon et l'Afrique sous les auspices de la TICAD. Je suis heureux que notre collaboration stratégique ait abouti à une prise de participation de NEXI dans le capital de l'ACA. Nous sommes convaincus qu'au moment où le Japon accroît ses IDE et sa présence en Afrique, son adhésion à l'ACA améliorera non seulement la capacité de notre institution à soutenir le commerce et l'investissement sur le continent, mais attirera également davantage d'investisseurs japonais en quête d'opportunités commerciales



après d'une population africaine de plus de 1,2 milliard de personnes sur un marché unique grâce à la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) ». Commentant l'adhésion de l'ATI, le président-directeur général de NEXI, M. Atsuo Kuroda, a déclaré : « Je suis sincèrement honoré de pouvoir annoncer que NEXI est maintenant officiellement membre de l'ACA. Nous sommes extrêmement reconnaissants à l'ACA pour les conseils et le soutien qu'elle nous a apportés tout au long du processus. En tant que membre de l'organisation, NEXI continuera à collaborer étroitement avec l'ACA afin d'encourager davantage d'entreprises japonaises à faire des affaires et à investir en Afrique. » Lors du sommet de la TICAD7 organisé au Japon en 2019, les deux organisations ont annoncé la création d'un guichet unique, « Japan Desk », au sein du bureau de l'ACA

à Nairobi pour accompagner les projets commerciaux et de développement africains et offrir aux entreprises japonaises un accès facile aux solutions d'atténuation des risques fiables fournies par l'ACA. À ce jour, le « Japan Desk » a permis de soutenir des entreprises japonaises et africaines à travers une exposition brute active évaluée à 1,1 milliard d'USD dans les secteurs des TIC, des finances et de l'assurance, enfin de la construction en Côte d'Ivoire, en Égypte, en Éthiopie et au Nigéria. Ces dernières années, l'ACA a fourni des polices d'assurance pour protéger des entreprises privées japonaises contre le risque de non-paiement sur des transactions s'élevant à un montant global de 4,9 milliards d'USD. Une partie de ces financements a aidé les pays africains à rééchelonner leurs dettes en devises et en monnaie locale à court terme, devenues trop onéreuses, pour les remplacer par des dettes à plus long terme et à des conditions plus abordables. Grâce à son adhésion, l'ACA espère soutenir de nombreuses autres sociétés, négociants, exportateurs et institutions financières du Japon à la recherche d'opportunités commerciales et d'un accès au marché continental au cours des prochaines années.



Image du jour

60 étudiants du semestre 6 de l'Ecole Supérieure des Assistants Administratifs (ESAAD) reçoivent leur attestation après 3 mois de « American Conversation Class »



AUX DECIDEURS...

Statistiques démographiques

L'Afrique de l'Ouest, une zone composée de 16 pays, est l'une des régions à la croissance la plus rapide au monde. La région compte plus de 350 millions d'habitants, une multiplication par cinq depuis 1950, lorsque 73 millions de personnes y vivaient. Plus de la moitié de la population a moins de 25 ans. La population urbaine de la région est passée de 8,3 % du total en 1950 à près de 44 % en 2015.

La taille, la composition et la répartition de la population ont toutes des implications sur les besoins d'une société - y compris la nourriture, l'eau, l'énergie et les infrastructures - et sur la manière d'y répondre.

Les pays d'Afrique de l'Ouest ont de nombreux besoins pressants. Certaines des raisons sont l'insécurité, la mauvaise gouvernance, les dépenses militaires élevées et les investissements sacrifiés.

Des forces telles que le changement climatique peuvent ajouter de la pression, provoquant une insécurité alimentaire, des perturbations économiques et des dommages extrêmes dus aux inondations et aux sécheresses. La région se tourne également vers les énergies renouvelables et vertes, créant de nouvelles opportunités d'emploi.

Avec tous ces défis et opportunités de développement, et les ressources limitées, il est essentiel de savoir sur quoi se concentrer. Les données du recensement sont utiles pour élaborer des plans stratégiques efficaces et suivre les progrès accomplis pour atteindre les objectifs. Le recensement est une enquête représentative au niveau national et un outil fondamental pour collecter des informations sur la population de chaque pays. Un recenseur qualifié se rend au domicile pour collecter des informations sur chaque personne qui y vit, notamment son sexe, son âge, son état civil, sa profession, la langue parlée et d'autres éléments clés d'informations de base.

Sans données de recensement, les pays ne sont pas en mesure de mesurer ou de comprendre les schémas de croissance démographique ou d'urbanisation.

Plus les données sont détaillées, à jour et de haute qualité, mieux les politiques et les programmes peuvent être informés. Les données de recensement qui peuvent être ventilées par caractéristiques clés (décomposées en parties plus spécifiques) peuvent attirer l'attention sur les disparités et les inégalités.

Et les données de routine permettent aux pays de mesurer leur succès sur des indicateurs clés tels que les objectifs de développement durable.

Cependant, de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ne disposent pas d'enquêtes de recensement à jour. Par exemple, les données de recensement les plus récentes pour le Bénin, le Cap-Vert, la Gambie, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria et le Sénégal datent de plus de 10 ans. Normalement, cela se fait tous les 10 ans.

Réaliser un recensement est extrêmement difficile. Elle est coûteuse et nécessite un personnel nombreux et formé. Elle implique la participation d'un grand nombre de personnes. Il peut y avoir des préoccupations concernant la vie privée ou des questions de nature sensible (telles que l'origine ethnique). L'instabilité politique et les conflits peuvent aussi compliquer le dénombrement.

En tant qu'expert en santé publique et en démographie au Population Council, qui génère des données de modélisation démographique et sur les adolescents à travers l'Afrique de l'Ouest, j'ai énuméré cinq raisons pour lesquelles la région a besoin de recensements à jour. La recherche en santé est un autre domaine critique, pour protéger les enfants et leurs familles et construire des hôpitaux et des installations là où ils sont le plus nécessaires.

Le recensement peut identifier la charge de morbidité, les schémas de maladie et de décès et la répartition des facteurs de risque. Les données du recensement peuvent révéler des disparités dans les programmes de santé, d'éducation, sociaux et économiques.

Des données de recensement précises et opportunes sont essentielles pour que l'Afrique de l'Ouest réalise son potentiel et marque des progrès. Réaliser un recensement prend du temps, de l'argent et du personnel, et il peut être difficile de collecter des données précises dans certains contextes.

Cependant, le recensement est un outil essentiel pour permettre aux pays de prendre des décisions éclairées sur la meilleure façon d'allouer les ressources, de planifier l'avenir et d'améliorer la vie de leurs citoyens, y compris la génération montante de jeunes.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

| Informations générales | Togo | Afrique Subsaharienne | Source |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Superficie | 56 790 km ² | 21,7 km ² | Banque mondiale, 2018 |
| Population | 8,3 millions | 1 094 millions | ONU, 2020 |
| Part de la population urbaine | 42,8 % | 41,4 % | ONU, 2020 |
| Croissance démographique | 2,4 % | 2,6 % | ONU, 2020 |
| Taux de fertilité | 4,4 enfants par femme | 4,7 enfants par femme | ONU, 2015-2020 |
| Espérance de vie à la naissance | 60,5 ans | 60,5 ans | ONU, 2015-2020 |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans | 41 % | 42,7 % | ONU, 2020 |
| Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA | 24,1 % | 38,3 % | Banque mondiale, 2018 |
| Taux d'alphabétisation des adultes | 66,5 % | 65,9 % | Banque mondiale 2019 |
| APD par habitant | 50,9 USD | 49,9 USD | Banque mondiale 2019 |
| Classement IDH 2019 | 167 / 189 | | PNUD, 2020 |

Victoire Tomegah Dogbé au Sommet sur le monde du travail

« Co-construire des sociétés durables, inclusives... »

Le Sommet du monde du travail de l'Organisation internationale du Travail (OIT) s'est tenu les 14 et 15 juin à Genève sur le thème de « La justice sociale pour tous ». Lors de son intervention, le Premier ministre, Victoire Tomegah Dogbé, a réitéré, au nom du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, l'attachement du Togo à l'inclusion et à l'harmonie, facteurs clés de justice sociale et lance un appel à l'engagement collectif pour une nouvelle ère de co-construction d'un monde plus juste et plus durable.

• Joël YANCLO

Si nous voulons éviter de plonger notre planète entière dans un combat permanent qui n'aura aucun gagnant, il faut qu'ensemble nous réécrivons les règles du jeu économique, géopolitique et environnemental pour coconstruire, partout, et pas seulement en Afrique, des sociétés durables, inclusives, justes et sécurisées », a déclaré la cheffe du gouvernement togolais à la tribune de l'Organisation internationale du travail (OIT). Pour Mme Dogbé, « la justice sociale pour tous passe par la sécurité et la Souveraineté alimentaires. Dans ce cadre, l'accès aux engrais aux producteurs agricoles est facilité par une subvention de l'État. L'agriculture et l'agro-industrie étant les moteurs de la transformation de notre économie. Au Togo, sous le leadership de Son Excellence Monsieur Faure Gnassingbé,

Président de la République, nous restons convaincus que les solutions sont à notre portée pour faire face aux instabilités. », a fait savoir la cheffe du gouvernement. Pour ce faire, le Togo à travers sa feuille de route gouvernementale 2020-2025, veut vaincre la pauvreté, pour faire du Togo un pays stable et en paix, une nation moderne, ambitieuse et juste avec une croissance économique inclusive, durable, verte, résiliente et équilibrée. Ceci, en renforçant le capital humain avec un accent mis sur l'accès des femmes aux financements. Le Sommet sur le monde du travail qui a pour thème central en 2023 «La justice sociale pour tous», est un forum de haut niveau où des intervenants du monde entier débattent de la nécessité de promouvoir une action renforcée, coordonnée et cohérente en faveur de la justice sociale. Une occasion d'avoir une discussion éclairante sur le projet de création



d'une Coalition mondiale pour la justice sociale, que le Conseil d'administration du BIT a accueilli avec intérêt à sa 347ème session (mars 2023). Le Sommet a mis l'accent sur le rôle central de la justice sociale dans la construction d'un monde plus durable et plus équitable et a permis de débattre sur les stratégies à mettre en place afin de promouvoir une action commune plus forte et

mieux coordonnée pour faire avancer la justice sociale et garantir la cohérence des politiques. Les participants ont partagé leurs vues sur la justice sociale, la façon dont ils la conçoivent et leurs priorités dans ce domaine, et de mettre en avant les mesures qu'ils prennent ou qu'ils s'engagent à prendre pour la faire progresser. Ces mesures et ces engagements pris en connaissance de cause pourront ser-

vir de feuille de route pour l'avenir, et notamment jeter les bases de la création de la Coalition mondiale pour la justice sociale. Le Sommet a contribué à mettre en avant l'importance cruciale de la justice sociale et les stratégies à même de la faire progresser dans le cadre des discussions qui auront lieu dans d'autres forums internationaux, tels que, en 2023, le Sommet sur les ODD, le

G20 et le sommet des BRICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Était au menu de ces deux jours de travaux, des allocutions de chefs d'État ou de gouvernement, du Secrétaire général de l'ONU, du Directeur général du BIT et de hauts représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs. Aussi, quatre tables rondes réunissant des hauts représentants de gouvernements et d'organisations d'employeurs et de travailleurs, d'entités des Nations Unies et d'autres organisations internationales ont eu lieu pour accroître la portée et l'impact de l'action menée en faveur de la justice sociale grâce à une utilisation optimale des capacités existantes ainsi qu'à une meilleure coordination et à une plus grande cohérence des politiques au sein du système multilatéral et au-delà.



Le Togo en chiffres

| Prévisions du commerce extérieur | 2021 | 2022 (e) | 2023 (e) | 2024 (e) | 2025 (e) |
|--|------|----------|----------|----------|----------|
| Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %) | 10,4 | 6,3 | 4,9 | 7,5 | 7,8 |
| Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %) | 6,0 | 5,5 | 6,2 | 6,8 | 8,6 |

Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation

Le Togo en chiffres

| Indicateurs économiques | Togo | Afrique Subsaharienne | Source |
|--|-------------|-----------------------|--------------|
| PIB nominal en 2021 | 8,4 Mds USD | 1 870 Mds USD | FMI |
| PIB par habitant en 2021 | 991,5 USD | 1 742 USD | FMI |
| Part du secteur de l'agriculture dans le PIB | 22 % | 19 % | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur de l'industrie dans le PIB | 23 % | 29 % | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur des services dans le PIB | 55 % | 52 % | CNUCED, 2020 |

| | | | |
|---------|-----|------------|-----|
| Sénégal | 5,0 | Etats-Unis | 2,7 |
| Nigéria | 4,0 | Malaisie | 2,7 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

| Indicateurs économiques | Togo | | Afrique Subsaharienne | | Source |
|---|--------|--------|-----------------------|---------|--------|
| | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | |
| Croissance du PIB réel | +5,1 % | +5,6 % | +4,5 % | +3,8 % | FMI |
| Croissance du PIB réel par habitant | +2,6 % | +3 % | +2,3 % | +1,5 % | FMI |
| Taux d'inflation moyen annuel | +4,3 % | +4,6 % | +11 % | +12,2 % | FMI |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB) | -6,5 % | -4,9 % | -5,3 % | -4,7 % | FMI |
| Dette publique (en % du PIB) | 63,8 % | 63,6 % | 56,9 % | 55,1 % | FMI |
| Dette extérieure publique (en % du PIB) | 25,8 % | 28,0 % | 25,1 % | 24 % | FMI |

Congrès National des Jeunes Entrepreneurs du Togo

La première édition s'ouvre ce matin à Lomé

La première édition du Congrès National des Jeunes Entrepreneurs du Togo (CoNJET) démarre ce 16 juin sur le thème « Écosystème, performance et perspectives de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Togo ; on en parle ! ». Il va s'achever le 17 juin 2023. Cette assise nationale est organisée par JEUNE-Togo.

● ELOM Nomenyo

Le Congrès National des Jeunes Entrepreneurs (CoNJET) rassemble 1000 jeunes entrepreneurs âgés de 18 à 40 ans venus de toute l'étendue du territoire national et les acteurs de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Une opportunité unique de partage, de réseautage, de présentations de projets, de séances de remue-méninges et d'échanges pour les jeunes entrepreneurs, les acteurs publics, les incubateurs, les fédérateurs et surtout les dirigeants des grands groupes nationaux et internationaux. Au cours de ses deux jours, quatre tables rondes font office de débats entre les partenaires techniques, financiers et les jeunes entrepreneurs autour des thèmes tels que les enjeux de l'écosystème entrepreneurial et son développement dans le contexte togolais. La perspective de l'action gouvernementale sur les TPME, « doit-on continuer à pousser les jeunes vers l'entrepreneuriat ? Sur quel axe faut-il réinventer l'accompagnement



des jeunes ? » et « doit-on continuer par compter sur les finances publiques et privées ? ». Aussi, au programme l'organisation de deux ateliers de formation et de renforcement de capacités sur « l'évolution des business modèles de l'accompagnement », « la procédure de la commande des marchés publics, la loi des finances ». Le congrès va s'achever sur les expositions et un concours économique en équipe avec remise de prix. Cette première édition du Congrès National des Jeunes Entrepreneurs du Togo (CoNJET) vise entre autres à renforcer les valeurs entrepreneuriales auprès des jeunes, vulgariser les différents mécanismes incitatifs et d'accompagne-

ments dédiés à la promotion des jeunes entrepreneurs, faciliter la participation des jeunes au concours économique en équipe avec remise de prix et accroître la visibilité des entreprises afin de nouer de nouveaux contacts. Le CoNJET a pour objectif de renforcer l'écosystème entrepreneurial dans le but d'améliorer les performances des jeunes entrepreneurs, afin de les rendre plus compétitifs tant sur le plan national qu'international, tout en favorisant la mutualisation des compétences. Cette initiative s'inscrit parfaitement dans la mission de JEUNE-Togo, qui consiste à fédérer et consolider la jeunesse entrepreneuriale togolaise.

Industries Extractives

ITIE lève la suspension du Togo

Conformément à la Norme de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), la suspension du Togo est levée suite à la publication de son Rapport ITIE 2020.

● Nicole ESSO

Le Conseil d'administration de l'ITIE a temporairement suspendu le Togo le 1er février 2023 pour ne pas avoir publié son Rapport ITIE 2020. Conformément à la Norme ITIE, il a été convenu que la suspension serait levée si le Conseil d'administration de l'ITIE est satisfait de la publication du Rapport ITIE en suspens dans les six mois suivant la date limite. Le Secrétariat peut confirmer que le Togo a publié son Rapport ITIE 2020 le 5 juin 2023. Ainsi, la condition de levée de la suspension a été remplie. En devenant membres de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), les pays s'engagent à divulguer des informations sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie extractive – allant des conditions d'octroi des droits d'extraction, à la manière dont les revenus par-



viennent au gouvernement et profitent à la population. Par le biais de leur participation à l'ITIE, plus de 50 pays ont adopté un ensemble de règles communes régissant ce qui doit être divulgué et quand – la Norme ITIE. À mesure que la transition énergétique progresse, elle aura un impact transformateur sur les industries extractives et l'économie mondiale. La Norme ITIE peut jouer un rôle dans la sensibilisation à la manière dont la transition affectera les activités et les revenus du secteur extractif, ainsi que dans le soutien à la

production responsable et transparente de minéraux essentiels à la garantie d'un avenir durable. L'ITIE fournit des données pouvant aider à identifier et à fermer des canaux de corruption – non seulement dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, mais de plus en plus dans le secteur des énergies renouvelables. Dans chacun des pays ayant adhéré à l'ITIE, un groupe multipartite, composé de représentants du gouvernement, des entreprises et de la société civile, apporte son soutien à la mise en œuvre de la Norme ITIE.

Evènement

Lomé accueillera le Forum sur la paix et la sécurité

La capitale togolaise abritera les 21 et 22 octobre prochains, la première édition du "Lomé Peace and Security Forum". L'événement, initié par le Togo, intervient un mois après le lancement de l'Alliance Politique Africaine (APA), dont l'un des principaux fondements est le leadership africain sur les problèmes du continent et sur les questions liées à la paix et à la sécurité. Articulé autour du thème du renforcement des transitions vers la gouvernance démocratique en Afrique, le forum réunira des représentants des gouvernements africains et non-africains, des experts, des acteurs de la société civile, du monde académique, des médias, des organisations internationales, des milieux d'affaires, ainsi que des organisations professionnelles. Entre autres thèmes de discussions annoncés, la fragilité des institutions en Afrique, le rôle des organisations régionales et internationales dans l'accompagnement des transitions politiques, ou encore les défis liés à la consolidation de la gouvernance démocratique en période de transition sur le continent.

REPUBLIQUE TOGOLAISE
TRAVAIL LIBERTÉ PATRIE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DES
TOGOLAIS DE L'ÉTRANGER



REPUBLIC OF TOGO
WORK FREEDOM HOMETOWN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
REGIONAL INTEGRATION AND
TOGOLESE ABROAD



COMMUNIQUÉ

ÉDITION INAUGURALE DE LOMÉ PEACE AND SECURITY FORUM (LPSF)
Lomé, 21 & 22 octobre 2023

1. La capitale togolaise, récemment consacrée "Capitale de la Paix, de la Médiation, du Dialogue et de la Tolérance", abrite les 21 et 22 octobre 2023, la première édition du "Lomé Peace and Security Forum" à l'initiative de S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.
2. La création de "Lomé Peace and Security Forum" par le Togo s'inscrit dans la dynamique des initiatives africaines qui répondent au besoin pour le continent d'œuvrer davantage pour la consolidation de la paix et l'édification de la sécurité collective dans un environnement marqué par l'émergence de nouvelles zones de tension et la complexité des défis sécuritaires due à l'expansion de la menace terrorisme et à l'actualité de la criminalité transnationale organisée.
3. Elle intervient un mois après le lancement de l'Alliance Politique Africaine (APA) par le gouvernement et la tenue de sa première conférence ministérielle le 03 mai dernier à Lomé lors de laquelle les questions relatives, entre autres, à l'exercice du leadership africain sur les problèmes du continent et dans la gouvernance mondiale, à la paix, à la sécurité et au renforcement des capacités endogènes dans la riposte antiterroriste ont été évoquées.
4. L'initiative de la création vient conforter l'engagement du Togo à travailler, de concert avec les autres États du continent, les organisations d'intégration régionale, l'Union africaine, les Nations Unies et l'ensemble des autres partenaires, à la préservation de la paix et de la stabilité continentales dans un monde qui devient de plus en plus violent, multipolarisé, caractérisé par des antagonismes et instable.
5. La première édition de "Lomé Peace and Security Forum", portant sur le thème « Comment renforcer les transitions vers la gouvernance démocratique en Afrique ? », réunira des représentants des gouvernements africains et non africains, des experts de haut niveau, des acteurs des organisations de la société civile, du monde académique, des médias, des organisations internationales, des milieux d'affaires et des organisations professionnelles.
6. Elle vise à développer un nouveau prisme de compréhension et de lecture des transitions politiques en tenant compte des contextes et des dynamiques de leur émergence, ainsi que des enjeux et défis cruciaux relatifs au renforcement de la gouvernance démocratique en Afrique.
7. La première édition du Forum offrira l'occasion de discuter, entre autres, des facteurs de fragilité des institutions en Afrique, des défis de la construction d'institutions solides, d'édification et de renforcement de l'État de droit, du rôle des organisations régionales et internationales dans l'accompagnement des transitions politiques, des défis politiques liés à la consolidation de la gouvernance démocratique en période de transition et ceux d'ordre sécuritaire auxquels sont confrontées les transitions politiques en chantier sur le continent.
8. L'ensemble des travaux du Forum des 21 et 22 octobre sera sanctionné par une série de propositions et de recommandations pertinentes orientées vers la consolidation de la paix, le renforcement du système sécuritaire africain et de la gouvernance démocratique, la construction d'institutions fortes et l'État de droit et une meilleure appréhension du rôle des organisations multilatérales dans le suivi des transitions.
9. Pour plus d'informations sur la première édition de "Lomé Peace and Security Forum", consulter le Site Web : www.lpsf.tg.

Fait à Lomé, le 15 juin 2023





COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour publication immédiate

Le Groupe Ecobank lance l'édition 2023 de son Fintech Challenge – avec un prix de 50 000 USD

Les candidatures pour le Fintech Challenge 2023 sont ouvertes pour aussi bien les start-ups en phase de démarrage que celles matures en vue d'un partenariat avec Ecobank sur l'ensemble de ses 35 marchés africains.

- La fintech gagnante remportera un prix de 50 000 USD.
- Il s'agit de la 6e édition du Fintech Challenge.

Lomé, le 15 juin 2023 – Le Groupe Ecobank, le groupe bancaire panafricain, invite les entrepreneurs fintech innovants et ambitieux de toute l'Afrique à postuler pour participer à la 6e édition du Ecobank Fintech Challenge.

A l'instar des éditions précédentes, le Fintech Challenge offre des perspectives exceptionnelles aux fintechs en ligne avec les objectifs stratégiques de Ecobank, leur permettant d'établir des partenariats et de déployer leurs solutions innovantes à travers son vaste réseau 35 marchés africains, en plus des activités internationales en France.

Les candidats finalistes auront aussi la possibilité d'intégrer le prestigieux programme Ecobank Fintech Fellowship. La finale et la cérémonie de remise des prix, très attendues, sont prévues pour la fin du mois de septembre. Pour la deuxième année consécutive, le lauréat se verra attribuer un prix en espèces de 50 000 USD.

Les Ecobank Fintech Fellows bénéficieront également des opportunités suivantes grâce à leur collaboration avec Ecobank et ses partenaires :

- le déploiement de produits à l'international : une opportunité pour intégrer leurs solutions aux 35 marchés du réseau Ecobank.
- des prestations de services : les fintechs peuvent être choisies comme prestataires de services panafricains au sein de l'écosystème de la banque.
- un accès à la sandbox bancaire panafricaine de Ecobank : les boursiers bénéficieront d'un accès exclusif aux API de pointe de Ecobank, ce qui leur permettra de tester et d'améliorer leurs produits pour le marché panafricain.
- un accès prioritaire aux partenaires de capital-risque pour la recherche de financements.

Les candidatures sont maintenant officiellement ouvertes aux fintechs et aux développeurs de tous les pays africains ainsi

qu'à toute fintech ayant un focus sur l'Afrique. Les intéressés peuvent soumettre leur candidature sur le site officiel : Ecobankfintechchallenge.com. Les soumissions sont ouvertes jusqu'au 21 Juillet 2023.

Sur l'impact du Fintech Challenge, Jeremy Awori, directeur général du Groupe Ecobank, a souligné, "qu'au cours des six dernières années, le Fintech Challenge a accueilli un nombre important de fintechs; six participants se sont associés avec succès à Ecobank pour lancer des produits innovants qui ont été déployés sur nos marchés. De fait, ces collaborations ont joué un rôle important dans la transformation du paysage numérique de l'Afrique et dans le renforcement de l'inclusion financière".

Tomisin Fashina, directeur des Opérations et de la Technologie du Groupe Ecobank, a précisé que "le Ecobank Fintech Challenge est devenu le premier concours de fintech en Afrique, stimulant l'expansion des fintechs africaines". Il a ajouté que "grâce à ce concours, nous identifions les talents qui soutiennent la mission de Ecobank, qui est de rester audacieuse et innovante, en favorisant la prospérité panafricaine pour le continent".

Le Ecobank Fintech Challenge a été conçu en partenariat avec le cabinet de conseil international, Konfidants, et bénéficie du soutien de différents partenaires.

Pour plus d'informations sur le concours et les candidatures, rendez-vous sur Ecobankfintechchallenge.com.

À propos du Groupe Ecobank (également 'Ecobank Transnational Incorporated' ou 'ETI')

Le Groupe Ecobank est le premier groupe bancaire panafricain du secteur privé, doté d'une expertise africaine inégalée. Il est présent dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Emirats Arabes Unis et en Chine. Son réseau panafricain unique offre une plateforme unifiée pour les paiements, la gestion de trésorerie, le commerce et les investissements. Le Groupe Ecobank emploie plus de 14 000 personnes au service de plus de 32 millions de clients et propose une gamme complète de produits, services et solutions de la Banque des Particuliers, de la Banque Commerciale et de la Banque des Grandes Entreprises et d'Investissement à travers de multiples canaux, y compris numériques. Pour plus d'informations, veuillez consulter ecobank.com.

Niger

Un Forum consultatif sur le développement au sahel

Ouverture à Niamey ce 14 juin 2023 du Forum consultatif régional sur le développement au Sahel. Le Président de la Commission de l'UEMOA participe aux travaux présidés par S.E. Mahamadou ISSOUFOU, ancien Président du Niger.

Ce forum, qui entre dans le cadre des activités du Panel Indépendant de Haut Niveau sur la Sécurité et le Développement au Sahel lancé en septembre 2022 à New-York, en marge de la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies, se veut un cadre pour faire le point sur les initiatives prises par les pays de la région au cours des décennies écoulées. Dans son allocution, le Président ISSOUFOU a mis l'accent sur quatre piliers importants pour faire face aux défis auxquels les pays sont confrontés, gouvernance, sécurité, développement et mobilisation des ressources en vue de contribuer à construire un large consensus sur une vision novatrice d'offre de développement. Il a invité les participants, Ministres et officiels venus de plus d'une quinzaine de pays et des responsables de haut niveau d'organisations régionales et continentales ainsi que les partenaires internationaux, à faire un état



des lieux sans complaisance des initiatives menées pour mieux avancer. Il a insisté sur l'importance de formuler des recommandations pour une réponse internationale efficace à la crise. Le Président de la Commission de l'UEMOA prend part à la rencontre en compagnie du Commissaire Mahamadou GADO, du Délégué Général à la Paix et à la Sécurité Paul Robert TIENDREBEOGO ainsi que du Représentant Résident à Niamey Abdel Kader TOKO WOROU. La Commission de l'UEMOA partagera au cours des échanges, les différentes actions entreprises en matière de développement. Les travaux prennent fin ce

16 juin 2023. En rappel, le Panel Indépendant de Haut Niveau sur la Sécurité et le Développement au Sahel est une initiative du Secrétaire Général des Nations unies et du Président de la Commission de l'Union africaine, en rapport avec la CEDEAO et le G5-Sahel. Ils ont sollicité Mahamadou ISSOUFOU, ancien Président du Niger pour le constituer et le présider, avec pour mandat de procéder à une évaluation stratégique en matière de sécurité, de développement et de gouvernance dans la région.

Avec uemoa.int

Nigeria

La facilité « Etafa » financera 50 M\$ en naira pour les énergies propres

Au Nigeria, l'Alliance mondiale de l'énergie pour les peuples et la planète (GEAPP) et Chapel Hill Denham (CHD) se mettent ensemble pour le lancement de la Facilité d'accès et de transition énergétique pour l'Afrique (Etafa). Ce mécanisme permettra la mobilisation de 50 millions de dollars en monnaie locale pour le financement des projets d'énergie renouvelable décentralisée.

Une nouvelle initiative voit le jour au Nigeria pour le financement des projets d'énergie renouvelable décentralisée. La Facilité d'accès et de transition énergétique pour l'Afrique (Etafa) est mise en place par la société d'investissement nigériane Chapel Hill Denham (CHD) et l'Alliance mondiale de l'énergie pour les peuples et la planète (GEAPP), un partenariat global qui vise à mobiliser 100 milliards de dollars en 10 ans pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans les pays en développement. La facilité Etafa devrait permettre de déployer 50 millions de dollars en monnaie locale (le naira) afin de soutenir les projets d'énergie renouvelable décentralisée à travers le Nigeria. Dans le cadre de la mise en place de ce mécanisme de financement en monnaie locale, la GEAPP apportera 10 millions de dollars. Le reste du financement, soit 40 millions de dollars sera mo-



bilisé auprès du Chapel Hill Denham Nigeria Infrastructure Debt Fund (NIDF), un fonds dédié au financement des infrastructures au Nigeria, géré par CHD. « Grâce à des partenariats avec des institutions mondiales telles que la GEAPP, CHD cherche à mobiliser jusqu'à 1 milliard de dollars pour des projets d'énergie propre au Nigeria et en Afrique d'ici à 2030. Elle vise également à réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à une énergie moderne au Nigeria et en Afrique dans le même délai », explique Bolaji Balogun, le président-directeur général de CHD. L'ambition de CHD est à la hauteur

des enjeux au Nigeria. Car, selon Power Africa, 40 % de la population nigériane n'a toujours pas accès à l'électricité, dont 66 % en milieu rural. Dans les villages nigériens, les fournisseurs d'accès à l'électricité privilégient les solutions décentralisées, notamment les mini-réseaux alimentés à l'énergie solaire et les systèmes solaires domestiques. Dans ce contexte, la GEAPP s'est engagé à créer les conditions pour la réalisation de 4 millions de nouveaux raccordements à des mini-réseaux, touchant 20 millions de personnes à travers le Nigeria.

Avec Afrik21

Cybersécurité

L'Afrique, une région sujette à l'escroquerie financière mobile

Tout au long de 2022 et du premier trimestre de 2023, 14 % des installations d'applications financières mobiles potentiellement indésirables sur des téléphones Android ont été effectuées par des utilisateurs de la région Moyen-Orient, Turquie, Afrique (META). C'est selon un nouveau rapport de la société de cybersécurité Kaspersky.

● Nicole ESSO

Le rapport, publié lundi, classe META au troisième rang des régions du monde derrière APAC et LATAM en termes de nombre d'installations de ces applications. Comme Android détient une part de marché dominante de 78 % au Moyen-Orient, 80 % en Afrique et 70 % en Turquie, les cybermenaces pour ce système d'exploitation mobile restent persistantes. Les experts de Kaspersky surveillent en permanence le paysage des menaces mobiles et suivent les tendances des menaces pour fournir les informations les plus récentes sur les dangers potentiels. Certaines applications financières mobiles offrent des services de microcrédit apparemment légitimes, mais il a été constaté qu'elles se livraient à des arnaques et collectaient des données personnelles à partir des smartphones des utilisateurs. Ces applications demandent l'accès aux messages texte, aux contacts et aux photos/vidéos avant qu'un prêt puisse être accordé. Si l'utilisateur retarde le paiement de la dette, les opérateurs d'applications peuvent utiliser les données



collectées à partir du smartphone pour faire chanter et forcer l'utilisateur à rembourser la dette. Par exemple, des informations peuvent être envoyées à tous les contacts de l'utilisateur les informant de la dette de l'utilisateur accompagnées de photos de la galerie. « Le paysage des menaces évolue et les cybermenaces financières mobiles deviennent plus sophistiquées et omniprésentes. Bien que télécharger des applications pour smartphone à partir de magasins d'applications officiels soit moins risqué que de les obtenir ailleurs, les applications peuvent toujours demander à l'utilisateur de donner accès à différents types de données personnelles qui pourraient ensuite être utilisées à mauvais escient. Comme les smartphones sont utilisés pour stocker une quantité croissante de

données personnelles, leur accorder l'accès soulève des problèmes de sécurité et impose une demande supplémentaire sur la sécurité des appareils mobiles et sur les moyens de stockage des données préservant la confidentialité », a déclaré Igor Golovin, analyste des logiciels malveillants chez Kaspersky. Pour se protéger des menaces mobiles, Kaspersky a exhorté les utilisateurs à télécharger leurs applications uniquement à partir de magasins officiels comme Apple App Store, Google Play ou Amazon Appstore. Les utilisateurs doivent également vérifier les autorisations des applications que vous utilisez et réfléchir attentivement avant d'autoriser une application, en particulier lorsqu'il s'agit d'autorisations à haut risque telles que les services d'accessibilité.

OMC

Le Nigeria ratifie l'accord sur les subventions à la pêche

Les eaux territoriales de l'Afrique de l'Ouest réputées parmi les plus poissonneuses au monde n'échappent pas au fléau de la pêche illicite. Face à ce phénomène qui menace la durabilité des ressources, la coopération internationale se renforce.

Le Nigeria a ratifié le 12 juin l'accord international sur les subventions à la pêche en soumettant son instrument d'acceptation auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur le site de l'organisme onusien. Ce traité adopté au cours de la 12ème conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue du 12 au 17 juin 2022 à Genève, interdit les subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche concernant un stock surexploité ainsi que toute forme de soutien à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Par son adhésion, le Nigeria devient officiellement le 1er pays de la région ouest-africaine à ratifier l'accord et le deuxième du continent africain après l'adhésion des Seychelles en mars dernier. Mme Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'OMC,



s'attend par ailleurs à ce que cette démarche des autorités nigériennes suscite l'intérêt d'autres pays de la région pour les rallier à la cause. « Je suis profondément reconnaissante envers le Nigeria pour avoir accepté officiellement l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche. Cette approbation du Nigeria vient s'ajouter au nombre croissant de membres qui ont approuvé l'accord. Jusqu'à présent, nous n'avons reçu qu'environ un tiers du total d'approbation dont nous avons besoin pour que l'accord

entre en vigueur », a déclaré la responsable. Il faut rappeler que l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche requiert l'approbation de 109 pays membres de l'organisation pour son entrée en vigueur. Au Nigeria, le secteur de la pêche fournit des sources de revenus à plus de 24 millions de personnes. Dans le pays, les pertes économiques liées aux pratiques de pêches INN se chiffrent à près de 70 millions \$ par an selon les données de l'OMC.

Avec Agence Ecofin

jeudi 15 juin 2023

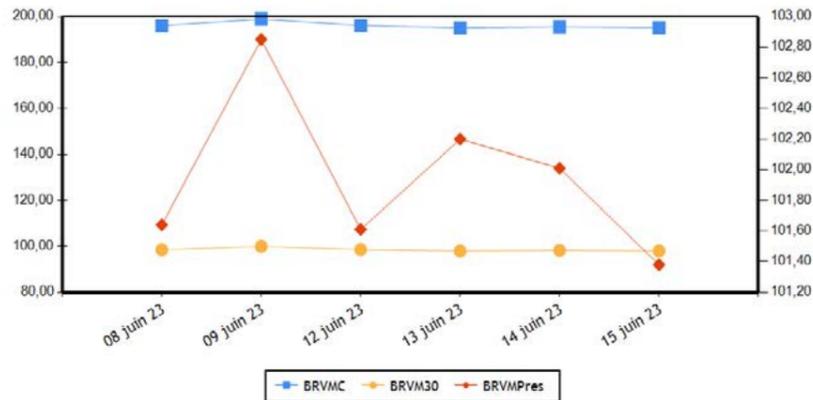
N° 113

| | |
|-----------------------|---------------|
| BRVM COMPOSITE | 195,13 |
| Variation Jour | -0,19 % ↓ |
| Variation annuelle | -3,98 % ↓ |

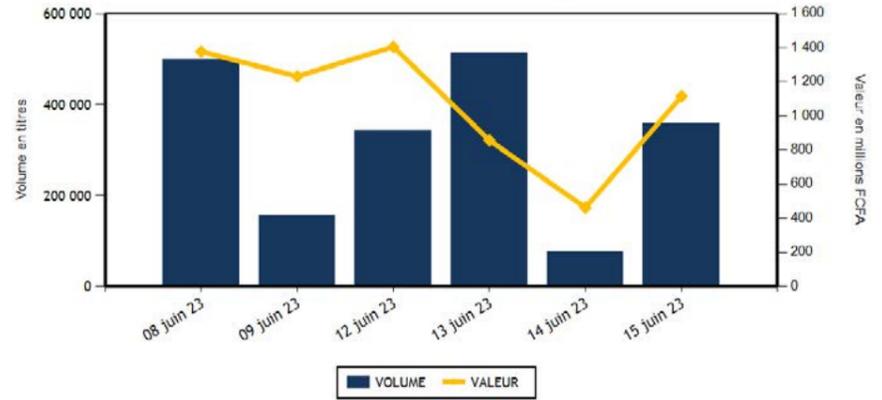
| | |
|--------------------|--------------|
| BRVM 30 | 98,02 |
| Variation Jour | -0,24 % ↓ |
| Variation annuelle | -1,98 % ↓ |

| | |
|----------------------|---------------|
| BRVM PRESTIGE | 101,38 |
| Variation Jour | -0,62 % ↓ |
| Variation annuelle | 1,38 % ↑ |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 7 259 201 700 466 | -0,20 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 323 513 | 481,17 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 805 651 161 | 189,63 % |
| Nombre de titres transigés | 42 | 2,44 % |
| Nombre de titres en hausse | 13 | 30,00 % |
| Nombre de titres en baisse | 14 | -22,22 % |
| Nombre de titres inchangés | 15 | 15,38 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-----------------------------|-------|------------|----------------|
| TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC) | 2 795 | 7,50 % | -12,52 % |
| VIVO ENERGY CI (SHEC) | 755 | 7,09 % | 0,67 % |
| CFAO MOTORS CI (CFAC) | 800 | 6,67 % | -13,98 % |
| SICABLE CI (CABC) | 1 050 | 4,48 % | -10,26 % |
| BERNABE CI (BNBC) | 1 950 | 2,63 % | -2,50 % |

INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE | 10 | 101,38 | -0,62 % | 1,38 % | 188 278 | 163 102 406 | 6,13 |
| BRVM-PRINCIPAL | 36 | 92,67 | -0,22 % | -7,33 % | 135 235 | 642 548 755 | 10,84 |

INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|----------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 11 | 94,43 | 0,01 % | -9,39 % | 4 858 | 26 105 850 | 27,50 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 5 | 464,35 | -0,79 % | -5,08 % | 11 660 | 72 800 795 | 8,78 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 76,47 | 0,05 % | 1,27 % | 281 002 | 616 485 571 | 5,98 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 314,26 | -2,95 % | -8,03 % | 1 938 | 2 509 900 | 5,00 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 228,76 | -0,66 % | -19,33 % | 11 872 | 68 998 110 | 4,62 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 350,35 | 3,20 % | -2,28 % | 12 045 | 18 593 615 | 12,17 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 1 406,63 | 0,00 % | 20,00 % | 138 | 157 320 | - |

| Indicateurs | BRVM COMPOSITE |
|-------------------------------------|----------------|
| PER moyen du marché | 8,63 |
| Taux de rendement moyen du marché | 8,27 |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 9,44 |
| Nombre de sociétés cotées | 46 |
| Nombre de lignes obligataires | 122 |
| Volume moyen annuel par séance | 546 306,00 |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 925 261 617,35 |

| Indicateurs | BRVM COMPOSITE |
|----------------------------------|----------------|
| Ratio moyen de liquidité | 10,02 |
| Ratio moyen de satisfaction | 39,41 |
| Ratio moyen de tendance | 393,38 |
| Ratio moyen de couverture | 25,42 |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,03 |
| Prime de risque du marché | 5,69 |
| Nombre de SGI participantes | 27 |

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Brésil

La «vallée de la misère» devient l'eldorado du lithium

Une région semi-aride connaît un essor inattendu grâce au minerai essentiel pour la fabrication de batteries de voitures électriques

Longtemps surnommée la «vallée de la misère», la vallée de Jequitinhonha, dans l'État de Minas Gerais est vue à présent comme un nouvel eldorado grâce à l'abondance du lithium, l'«or blanc» essentiel pour la transition énergétique. Environ 85% des réserves du Brésil, cinquième producteur mondial de lithium, se trouvent dans cette région semi-aride où vivent près d'un million d'habitants. Pour attirer les investisseurs étrangers, les autorités locales ont lancé en grande pompe le mois dernier le concept de «Lithium Valley» (la vallée du lithium), à New York, au siège du Nasdaq, la bourse des nouvelles technologies.

Promesse d'un «lithium vert»

Une entreprise canadienne, Sigma Lithium, a déjà pris les devants. Fondée en 2012, elle a commencé à extraire du lithium dans la vallée de Jequitinhonha en avril. L'objectif affiché: fournir suffisamment de minerais pour les batteries de plus de 600'000 véhicules électriques dès la première année, et trois fois plus quand la production aura atteint son rythme de croisière. L'exploration du lithium n'est pas sans conséquence pour l'environnement, le traitement de ce minerai exigeant d'énormes quantités d'eau, alors que les réserves se trouvent surtout dans des régions frappées par la sécheresse. Mais la compagnie s'affiche comme productrice de «lithium vert»: dans l'usine de traitement



du minerai, 90% de l'eau est réutilisée par la suite et aucun produit chimique n'est employé, assure Ana Cabral-Gardner, PDG brésilienne de Sigma.

Cohabitation difficile

Mais l'idée de transformer la région en «vallée du lithium» ne fait pas l'unanimité. «Ici, c'est la vallée de Jequitinhonha, on ne peut pas faire passer un minerai devant notre identité», dit Aline Gomes Vilas, 45 ans, membre du Mouvement des personnes atteintes par des barrages miniers (MAB), qui estime que les populations locales n'ont pas été suffisamment consultées. Elle vit à Araçuaí, une des villes voisines de la mine de Sigma. «C'était une région calme, rurale, et maintenant le vacarme est permanent. On voit déjà des maisons aux murs fissurés à cause des explosions» dans la roche, dont les gravats sont ramassés par les pelleteuses pour être chargés dans les camions et être traités dans l'usine. «À chaque explosion, les murs tremblent», renchérit Luiz Gonzaga, 71 ans, qui habite juste à côté de la mine. «Pour l'instant, ils creusent encore

assez loin de chez moi, mais la poussière me gêne déjà. Imaginez quand ça arrivera près d'ici».

«Faible valeur ajoutée»

Elaine Santos, chercheuse de l'Université de São Paulo (USP), critique par ailleurs le fait que le lithium extrait au Brésil est presque exclusivement destiné à l'exportation, «tandis que l'Europe et les États-Unis développent des stratégies sur l'ensemble de la chaîne, des mines à la production de voitures électriques». «Le Brésil risque d'approfondir sa dépendance, en demeurant un pays qui exporte surtout des matières premières, avec une faible valeur ajoutée», déplore-t-elle. L'extraction de lithium dans le pays remonte aux années 1920, mais la donne a changé après un décret pris en juillet 2022, lors de la dernière année du mandat de l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro. Ce décret a rendu ce marché plus attractif pour les investisseurs étrangers, en levant notamment des restrictions sur l'exportation de ce minerai.

(AFP)

Arabie saoudite & Chine

8 milliards de dollars d'investissements communs

L'Arabie saoudite a annoncé dimanche des accords d'investissements de 10 milliards de dollars au premier jour d'une conférence économique arabo-chinoise à Ryad, dont la plupart (8 milliards) conclus par la riche monarchie pétrolière.

Nouvelle illustration du renforcement des relations commerciales entre la Chine et le Moyen-Orient et de la montée en puissance de l'Empire du Milieu dans cette région traditionnellement sous influence américaine. Dimanche, au premier jour d'une conférence économique arabo-chinoise qui réunit jusqu'à ce soir à Ryad plus de 3.500 décideurs et représentants d'entreprises chinoises et arabe, l'Arabie saoudite a annoncé des accords d'investissements de 10 milliards de dollars,

dont la plupart (8 milliards) conclus entre des entreprises chinoises et des entités saoudiennes, privés ou publiques, dans des domaines variés allant des nouvelles technologies à l'agriculture, en passant par les énergies renouvelables, l'immobilier, les minéraux ou encore le tourisme.

Voitures électriques

Un mémorandum d'entente a notamment été signé entre le ministère saoudien de l'Investissement et le constructeur de voitures électriques

chinois Human Horizons prévoyant la création d'une coentreprise pour 5,6 milliards de dollars. Un autre, de 533 millions de dollars, a été conclu entre AMR ALUwlaa Company et le groupe Zhonghuan International, basé à Hong Kong, pour une usine de fer en Arabie Saoudite. Par ailleurs, le groupe saoudien ASK et la China National Geological & Mining Corp se sont engagés à développer un projet d'exploitation minière de cuivre dans le royaume, pour 500 millions de dollars.

Avec latribune.fr

Asie

TikTok compte investir «des milliards» dans l'e-commerce

L'application sociale de courtes vidéos compte capitaliser sur les ventes en ligne qui affichent déjà une forte croissance.

Le PDG de TikTok a annoncé jeudi vouloir investir «des milliards de dollars» en Asie du Sud-Est ces prochaines années, alors que les ventes en ligne, lancées dans la région en 2022 par le groupe chinois de partage de vidéos, décollent. «Nous allons investir des milliards de dollars en Indonésie et en Asie du Sud-Est au cours des prochaines années», a indiqué Shou Zi Chew au cours d'une conférence dans la capitale indonésienne Jakarta. «D'une modeste équipe de 100 personnes, nous avons à présent près de 8000 employés en Asie du Sud-Est», a souligné le dirigeant du groupe fondé il y a six ans. L'application, contrôlée par le géant technologique chinois ByteDance, affiche chaque mois, pour un total de 325 millions en Asie du Sud-Est. En Indonésie, plus grande économie de la région, le groupe compte selon le PDG plus de 2 millions de vendeurs dans le «TikTok



Shop», où sont proposés à la vente des articles de mode, de high-tech ou des objets faits main. Une étude de la société de conseil singapourienne Momentum Works, publiée également jeudi, a souligné que le groupe avait su profiter de son succès auprès des millions d'utilisateurs de la région pour développer son activité de vente en ligne en 2022, testée en Indonésie l'année précédente.

Forte croissance

S'il se place encore derrière les poids lourds du e-commerce de la région Shopee

et Lazada, TikTok Shop a enregistré la croissance la plus rapide avec un volume d'affaires (GMV) multiplié par sept en un an, à 4,4 milliards de dollars l'an dernier, contre 600'000 en 2021. Le volume d'affaires (GMV), indicateur clé du e-commerce, des neuf principales plateformes de vente en ligne de la région atteignait 100 milliards de dollars l'an dernier, soit une progression de 14% sur un an, tiré par le groupe singapourien Shopee et par Lazada, une filiale du groupe chinois Alibaba.

(AFP)

Médias

Vivendi obtient enfin l'autorisation d'absorber Lagardère

Le géant de l'édition et des médias Vivendi a obtenu vendredi le feu vert de Bruxelles pour fusionner avec son ancien concurrent Lagardère. Pour finaliser l'opération discutée depuis 2020, l'entreprise accepte de vendre deux de ses filiales : le géant de l'édition Editis et le média Gala.

Enfin ! Après trois ans d'un bras de fer acharné, Vivendi, le groupe du milliardaire Vincent Bolloré, a été autorisé vendredi par la Commission européenne à absorber son ancien rival Lagardère. Mais la transaction ne se fera qu'à deux conditions : Vivendi doit céder sa filiale Editis, géante de l'édition, ainsi que le magazine Gala. L'opération devrait être actée d'ici la fin de l'année, et elle ferait passer le géant de l'édition et des médias dans une nouvelle dimension, avec un poids renforcé à l'international.

Eviter la création d'un géant de l'édition

Les cessions demandées à Vivendi ont pour objectif d'empêcher d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles. Bruxelles redoutait que l'opération, telle que prévue initialement, «nuise à la concurrence» dans l'édition tout au long de la chaîne de valeur du livre, où Editis et Hachette se partagent presque à eux seuls certains segments, ainsi que dans la presse magazine, où Lagardère est bien implanté



avec l'hebdomadaire Paris Match. Editis, acquis en 2019 par Vivendi, n'est autre que le numéro deux français de l'édition. On retrouve dans son pavillon des grands noms comme Robert Laffont, Nathan, Le Robert ou encore Pocket. Lagardère détient quant à lui le troisième éditeur mondial, Hachette Livre. Vincent Bolloré et ses enfants, qui contrôlent Vivendi et sa cascade de holdings, avaient accepté dès l'été 2022 de se délester d'Editis. Une occasion qu'a saisie Daniel Kretinsky, de plus en plus présent dans les médias (Le Monde, Elle, France Dimanche, Ici Paris, Marianne, entre autres) et la distribution (Fnac Darty, Casino). Son groupe International Media Invest a signé une promesse d'achat

d'Editis le 23 avril. D'après des propos tenus par Yannick Bolloré en avril, le prix négocié entre les deux partis est proche de l'estimation des analystes financiers, qui se tenait en 500 et 600 millions d'euros. Vivendi concéderait ainsi une décote importante par rapport aux 829 millions d'euros payés qu'il a payé pour acquérir Editis en 2019. Le groupe s'est également engagé à vendre l'hebdomadaire d'actualité des célébrités Gala, qui se trouve sur le même segment d'information que Paris Match. Le titre «fait d'ores et déjà l'objet de nombreuses marques d'intérêt», d'après Vivendi. L'entreprise espère finaliser les deux opérations d'ici la fin octobre.

Avec latribune.fr



INVESTIR EN ZONE UEMOA

| EMETTEUR | CÔTE D'IVOIRE | MALI | TOGO |
|--------------------------|-------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| Date | 13/06/2023 | 14/06/2023 | 16/06/2023 |
| Instrument | BAT 182J - BAT 364J - OAT 3A | BAT 182J - BAT 364J - OAT 3A | BAT 364J - OAT 3A - OAT 5A |
| Montant (en Mds de FCFA) | 50 | 40 | 30 |
| Taux d'intérêt | Multiples - Multiples - 5,50% | Multiples - Multiples - 6,00% | Multiples - 6,00% - 6,25% |

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier Côté finances, le flou artistique ne sera pas autorisé cette fois. En d'autres termes, vous devrez surveiller de très près l'état de vos comptes et vous assurer que vous vous êtes correctement acquitté des factures, traites, et impôts. La moindre erreur, le plus petit oubli pourrait vous coûter cher. Méfiez-vous aussi des transactions mal préparées et des opérations financières hasardeuses.

Taureau Sur le plan financier, une mauvaise surprise est possible. Cette configuration désagréable de Saturne pourra perturber votre équilibre : ne prenez aucun risque. Si vous envisagez une opération financière importante, mieux vaudrait la remettre à plus tard. Évitez également de toucher à vos placements.

Gémeaux L'argent rentrera dans votre escarcelle. Mais ne le dépensez pas aussitôt, surtout pour des questions de prestige. Si vous n'avez pas d'achats indispensables à faire, songez aux placements à long terme.

Cancer Un petit coup de chance est possible cette fois. C'est en effet Vénus, la planète de l'amour, mais qui est aussi, avec Jupiter et Neptune, l'une des planètes de chance du Zodiaque, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Vous pourrez avoir une bonne surprise : par exemple, voir quelqu'un vous rembourser une dette que vous aviez oubliée, ou une personne compétente vous accorder une prime imprévue, sur laquelle vous ne comptiez pas.

Lion Vous tracerez votre sillon, consciencieusement, scrupuleusement. Mais ce côté bossueur ne vous empêchera pas d'utiliser votre imagination et surtout votre flair accru en matière financière. Résultat : vous améliorerez sensiblement votre situation matérielle.

Vierge Vous aborderez aujourd'hui une période très positive sur le plan matériel. Avec Pluton en cet aspect, vous prendrez d'excellentes initiatives, et vous effectuerez de bonnes opérations financières.

Balance La plupart d'entre vous peuvent s'attendre à une journée facile sur le plan financier. Vous n'aurez en principe aucune difficulté à équilibrer votre budget. Pourquoi ne pas profiter de cette stabilité pour voir à plus long terme ? Vous devriez en effet pouvoir vous organiser pour mettre de l'argent de côté. L'idéal serait d'ouvrir un plan d'épargne-logement. Vous pourrez aussi, si vous disposez déjà d'un petit capital, envisager de jouer en Bourse.

Scorpion Avec cet aspect de Neptune, vous devrez faire un effort pour garder la tête sur les épaules et pour ne pas vous lancer dans des entreprises irréalistes. Vos idées seront géniales, certes, mais elles s'avéreront souvent difficiles sur le plan pratique, du moins dans les circonstances actuelles.

Sagittaire Si vous êtes sage et raisonnable, votre stabilité financière ne devrait poser aucun problème. Mais le serez-vous ? Poussé à la fois par Uranus et surtout par Mars, vous risquez, par des dépenses inconsidérées, vous ruiner sans le moindre état d'âme !

Capricorne Il faudra veiller à ne pas vous laisser entraîner dans une forme quelconque de spéculation ou de jeu, car contrairement à votre habitude, vous serez enclin à prendre des risques qui vous exposeront davantage à des mécomptes qu'à de plantureux bénéfices.

Verseau Ce sera enfin l'embellie financière, et une embellie durable ! Tous ceux d'entre vous qui avaient commencé dernièrement à rééquilibrer leur budget vont maintenant pouvoir améliorer nettement leur sort. Ceux qui ont des dettes vont pouvoir les rembourser, se remettre à niveau et, qui sait, commencer à faire des économies. Cela vous sera d'autant plus facile que vous ne serez pas d'humeur dépensière.

Poissons Un remarquable courant de chance influera sur vos affaires matérielles. Ce sera le moment de saisir sans hésiter les bonnes occasions qui s'offriront à vous. Vous attirerez aussi des sympathies agissantes, ce qui vous permettra d'accéder tout naturellement à la réalisation de vos objectifs.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE****La Commission**Département de l'Aménagement du Territoire
Communautaire et des Transports**La Commission**

AVIS N° 004 /2023/AMI/DATC/UEMOA

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT
D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'ELABORATION DU
SCHEMA DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT
AEROPORTUAIRE AU SEIN DE L'UNION**

Dans le cadre de l'harmonisation des politiques sectorielles, la Commission de l'UEMOA met en œuvre le Programme Régional de Développement du Transport Aérien (PRDTA) articulé autour de deux axes d'intervention : l'amélioration de la qualité de l'offre de services et des infrastructures de transport aérien et l'amélioration de la gouvernance du secteur du transport.

Au titre de la mise en œuvre de ce programme, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) envisage, dans son budget 2023, la sélection d'un cabinet pour l'élaboration du schéma directeur de développement aéroportuaire au sein de l'Union.

L'objectif de la mission consiste à mettre à la disposition des Etats membres de l'Union un cadre harmonisé de planification et de développement des aéroports sur une période de 20 ans.

Les résultats attendus de la mission du consultant sont :

- (i) le schéma directeur de développement aéroportuaire au sein de l'Union sur une période de vingt (20) ans est adopté et il inclut au minimum les aspects suivants :
 - i. l'état des lieux et la classification des aéroports de la zone UEMOA ;
 - ii. les infrastructures, les équipements, les ressources humaines, le niveau et la qualité de service requis pour chaque classe ;
 - iii. le statut juridique des aéroports, leurs forces et faiblesses ainsi que les propositions d'amélioration ;
 - iv. les statistiques de trafic aéroportuaire et les projections ;
 - v. la gestion des aspects environnementaux et la prise en compte des exigences architecturales des aéroports ;
 - vi. le déploiement des systèmes d'inspection des documents de voyage et d'évaluation des passagers ainsi que des formalités d'émigration/immigration ;
 - vii. le déploiement des systèmes, des équipements d'assistance en escale ainsi que la mise en œuvre des procédures y relatives ;
 - viii. la méthodologie de mise en œuvre par blocs du système de l'aviation (ASBU) dans la zone UEMOA ;
 - ix. les évolutions souhaitées sur une période donnée pour chaque classe d'aéroports de la zone UEMOA en fonction du niveau et de la nature du trafic, des ressources (personnel, équipements, logiciels, matériels, règles d'organisation) et des autres caractéristiques pertinentes ;
 - x. la sûreté de l'aviation civile ;
 - xi. la facilitation du transport aérien.
- (ii) une solution pour la gouvernance des aéroports de la sous-région est proposée ;
- (iii) des modalités de mise en œuvre du schéma directeur sont définies ;
- (iv) un dispositif de pilotage, de suivi évaluation et un cadre logique sont proposés ;
- (v) les capacités des experts des Etats membres et de la Commission sont renforcées en planification et développement des aéroports.

1. la durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de six (06) mois, hors délai d'approbation des livrables.
2. en vue de la constitution de la liste restreinte, le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, invite les cabinets de consultants qualifiés ayant une expérience confirmée dans le domaine identifié, à manifester leur intérêt à fournir les prestations décrites ci-dessus.
3. les cabinets de consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des prestations. Les informations fournies doivent être précises et vérifiables (preuve à l'appui : copies certifiées conformes des diplômes ou attestations, certificats ou attestations de travail, certificats ou attestations de bonne fin d'exécution pour les missions réalisées, etc.). Le groupement est autorisé.

4. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
5. la sélection du consultant se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA et définies dans le Règlement d'exécution N°001/2020/COM/UEMOA du 24/02/2020 relatif aux règles de passation, d'exécution et de réception des marchés des Organes de l'UEMOA.
6. les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale et l'expérience spécifique du consultant selon les critères ci-après :

| Critères d'évaluation | Notes maximales |
|--|-----------------|
| 1. Expérience générale du Cabinet | 30 |
| 2. Expérience spécifique du cabinet | 60 |
| 3. Connaissance de la région (pays de l'UEMOA) » | 10 |
| Total des points | 100 |

Pour tous renseignements, veuillez contacter (simultanément par mail) :

- **Alidou SINARE** - Tél : +226 25 42 51 69, email : asinare@uemoa.int ;
- **Sinamani KARA** - Tél : +226 25 42 51 45, email : skara@uemoa.int ;
- **Aïssatou DIAGNE** - Tél : +226 25 42 51 59, email : adiagne@uemoa.int.

Les manifestations d'intérêt en langue française, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées à la **Commission de l'UEMOA, Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC)**. Les manifestations d'intérêt transmises par mail sont irrecevables.

A l'attention de **Monsieur Jonas GBIAN, Commissaire Chargé du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC)**
Complexe Administratif de Ouaga 2000, au 5^{ème} Etage
Place Monument des Héros nationaux
Boîte postale : 01 BP 543.
Ouagadougou, Burkina Faso.
Tél. : (226) 25 37 47 62.
Fax : (226) 25 31-88 72.

Les plis devront être déposés au **Bureau 517 - 5^e étage**, au plus tard le **mardi 04 juillet 2023 à 15 heures**, heure locale.

L'ouverture aura lieu le même jour à 15h30mn au **Complexe administratif sis à Ouaga 2000**.

L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêt devra être scellée et porter visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet de consultants pour l'élaboration d'un schéma directeur de développement aéroportuaire au sein de l'Union** ».

Les manifestations d'intérêt qui avaient été soumises, sous pli fermé, au titre de l'avis N° 003/2023/AMI/DATC/UEMOA pour le recrutement d'un cabinet de consultants pour l'élaboration d'un schéma directeur de développement aéroportuaire au sein de l'Union, sont prises en considération par le présent AMI. Toutefois, les cabinets de consultants qui désirent mettre à jour leur candidature sont autorisés à déposer une nouvelle candidature.

Ouagadougou, le **29 MAI 2023**

Pour le Commissaire chargé du
Département de l'Aménagement du
Territoire Communautaire et des
Transports,
Le Directeur de Cabinet p.i.

Mahaman Sanoussi AMADOU

Journée de l'enfant africain

Message du Mouvement A.C.E/C V-A.V Lomé-Ouest 2

Le 16 Juin est retenu comme la journée de l'enfant Africain afin de commémorer ces enfants qui ont été victimes du massacre à Soweto en Afrique du Sud juste parce qu'ils réclamaient leurs droits perdants.

Aujourd'hui nous sommes en 2023, mais l'apartheid, nous remarquons avec amertume qu'il n'y a pas eu de grandes avancées en ce qui concerne le respect des droits des enfants dans nos sociétés Africaines.

La journée de l'enfant Africain rappelle à tout enfant du continent que nous venons de loin et que la lutte doit continuer pour avoir plus tard une société où les enfants se sentent égaux sans distinction de races, d'ethnies, de statut social...

Nous membres du mouvement CV-AV commémorons cette journée pour plusieurs raisons. Nous sommes un mouvement d'enfant et nous notre lutte est pour les enfants avec les enfants et par les enfants.

Pendant que certains enfants sont dans les classes d'écoles, d'autres sont dans les rues à la recherche du pain quotidien à travers plusieurs activités qui sont d'ailleurs au-delà de leurs capacités. D'autres encore sont poussés à la prostitution et diverses pratiques obscènes pour nourrir toute une famille.

Les enfants du même pays n'ont pas les mêmes droits parce qu'ils sont de statut social différents. Ce qui ne devrait pas être le cas. Un enfant reste et demeure un enfant qu'il soit issu d'une famille pauvre ou riche de tel ethnie ou de tel autre. Nous pouvons réduire le nombre d'enfants laisser pour compte vivant dans les rues, dans nos marchés... si chaque acteur impliqué dans l'enfance prend à bras le corps sa responsabilité.

Nous profitons de ce canal pour exhorter nos dirigeants politiques, religieux, les parents, tuteurs et tous les responsables qui ont en charge l'enfance à redoubler d'effort en ce qui concerne les droits des enfants. Nous louons les quelques actes qui se posent chaque jour en faveur des enfants. Toutefois, ces actes restent une goutte d'eau dans l'océan. L'enjeu est de taille et si nous aspirons à une société dans laquelle les citoyens seront solidaire avec les bonnes mœurs il faudra commencer dès maintenant avec la pépite que sont les enfants.

Message du Mouvement A.C.E/C.V-A.V Lomé-ouest 2



Gestion des déchets

Lancement du projet GEDEC soutenu par 4,7 millions € de l'UE

L'assainissement urbain au Togo vient de connaître un nouveau tournant. Le mardi 13 juin 2023, le coup d'envoi du Projet de Gestion des Déchets et Décentralisation (GEDEC) a été donné à Lomé, la capitale togolaise en présence notamment de Payadowa Boukpassi, le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme de Renforcement des Services Publics Locaux-Assainissement et déchets (PRSP), et a pu voir le jour grâce à une dotation financière de l'Union Européenne (UE) de 4,7 millions d'Euros, l'équivalent de plus de 3 milliards FCFA. Le projet, dont le déploiement est prévu sur trois ans, a été confié à Expertise France. Objectif : appuyer les collectivités territoriales dans la mise en place d'une gestion durable des déchets, une étape cruciale pour l'amélioration de la salubrité urbaine. Expertise France envisage de mettre en place une filière de gestion durable des ordures ménagères, en étroite collaboration avec les acteurs communaux. Pour Hugo van Tilborg, chef de coopération de la Délégation de l'UE au Togo, il s'agira d'« établir une filière de gestion durable des ordures ménagères et des boues de vidange réaliste et adaptée au contexte de chaque cheflieu ciblé par le projet. » Une telle ambition « passe par la mise en place de structures efficaces, de processus de



collecte et de traitement des déchets, ainsi que de solutions durables pour leur élimination ou leur valorisation », soulignera-t-il. De son côté, Payadowa Boukpassi, le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, a souligné le défi que représentait la gestion des déchets pour toutes les communes du pays, y compris le District Autonome du Grand Lomé, qui expérimente depuis 5 ans, une gestion des déchets par enfouissement. Pour le ministre d'Etat, ce nouveau projet revêt une importance particulière, compte tenu des répercussions directes des activités de gestion des déchets sur la qualité de l'eau, de l'environnement, des aliments et de la santé humaine.

Son lancement « ouvre une nouvelle page dans la gestion des déchets au Togo, symbolisant l'engagement du gouvernement togolais et de l'Union Européenne dans la création d'un environnement plus sain et durable pour les citoyens togolais ». Il convient de noter que le projet GEDEC vient compléter d'autres initiatives, notamment le projet Eau et Assainissement (PEAT 1 et 2) lancé en 2015 pour améliorer la gestion des ordures ménagères et des boues de vidange au Togo. Ces efforts démontrent la volonté du gouvernement de faire de la gestion durable des déchets, une priorité nationale, pour le bien-être de ses citoyens et la préservation de l'environnement.

(Togo Officiel)

EdF

Les vérités de Didier Deschamps sur Kylian Mbappé

En plein feuilleton Mbappé, le Bondinois s'est exprimé en conférence de presse. En tant que capitaine des Bleus, il a ainsi tenu à prendre ses responsabilités, évoquant une fois encore son avenir au PSG. Également présent devant les journalistes, Didier Deschamps a tenu à donner son avis sur la situation que traverse le joueur parisien et l'a plutôt encensé.

« Est-ce qu'il a hésité à venir en conférence de presse ? On discute de beaucoup de choses avec Kylian, il est capitaine de l'équipe, il sera souvent en conférence de presse de veille de match. Il est venu, il avait envie de venir. Il est investi dans le groupe. Il n'est pas plus tendu que d'habitude, il est toujours au centre de l'actualité. Un peu

plus ces derniers temps mais ça n'a pas d'impact sur lui et pas du tout sur le groupe. [...] Kylian c'est Kylian, il fait toujours l'actualité, il n'y a pas d'agacement ou de jalousie (dans le groupe). Kylian est capitaine mais il s'inscrit dans un collectif, il passe du temps avec ses partenaires, ils peuvent se chamberer mais il n'y a pas d'ombre. Même quand il n'y



a pas d'actu vous parlez toujours de lui, c'est normal », a répondu le sélectionneur national. Comme ça, c'est clair. Le sélectionneur de l'équipe de France Didier Deschamps considère que son attaquant, Kylian Mbappé, est un atout majeur pour le championnat de France, ajoutant qu'il a pu évoquer avec lui la suite de sa carrière. « Une préférence pour son avenir ? Il est assez

grand pour s'exprimer, évidemment en étant français et par rapport à l'attrait que peut avoir la Ligue 1, avoir Kylian en Ligue 1 est un privilège, ça arrivera peut-être qu'il partira. Je ne sais pas quand. On peut discuter de ces sujets, comme je peux en parler avec d'autres joueurs. Pas mal de joueurs français sont concernés par le mercato. »

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

| Produits échangés | | Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ... | | Polymères de l'éthylène, sous formes primaires | |
|---|--|--|-----|--|-----|
| 1,0 Mds USD de produits exportés en 2020 | 2,2 Mds USD de produits importés en 2020 | 8,3 | 3,4 | 3,4 | 3,4 |
| Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques | Energie électrique | 6,8 | 3,2 | 3,1 | 2,7 |
| Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées | Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002... | 6,5 | 3,1 | 2,5 | 1,9 |
| Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés | Voitures de tourisme et autres véhicules | 6,5 | 3,1 | 2,5 | 1,9 |
| Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ... | Polymères de l'éthylène, sous formes primaires | 5,4 | 3,1 | 2,5 | 1,9 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE
L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE
D'ICI ET
D'AILLEURS**

Le Journal des décideurs
L'économiste
du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC



Couverture médiatique



Insertion publicitaire



Publi-reportage ...



+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09



contact@leconomistedutogo



www.leconomistedutogo.tg



Totsi Gblinkome, rue Tidjani



l'économiste du Togo



@economisteTogo

...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...